

Les auteurs de bande dessinée appellent au boycott d'Angoulême

La moitié des scénaristes et dessinateurs gagnent moins que le smic. Ils interpellent l'Etat, qui s'était engagé à améliorer leur statut

On va prendre des décisions ! Il y a un an, lors d'une visite au 47^e Festival international de la bande dessinée d'Angoulême (FIBD), la première d'un président français depuis François Mitterrand en 1985, Emmanuel Macron l'avait promis : l'Etat ne laisserait pas tomber les auteurs de bande dessinée, dont une majorité vit dans la précarité. « Nous tenons à protéger davantage les auteurs. (...) Le rôle de l'Etat est de leur donner plus de quiétude. Nous aurons des initiatives fortes en la matière les prochains mois », avait annoncé le chef de l'Etat au Théâtre d'Angoulême.

Douze mois plus tard, rien n'a changé ou presque, estiment les scénaristes et dessinateurs de BD. A l'exception des stars, qui vendent plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires de chaque nouvel album, la plus grande partie des auteurs continue de tirer le diable par la queue. Selon un rapport publié en 2017 par les Etats généraux de la bande dessinée, la moitié d'entre eux gagne moins que le smic, et un tiers vit sous le seuil de pauvreté. En obligeant les éditeurs à reporter de nombreuses sorties d'albums, la crise sanitaire n'a fait qu'aggraver la situation.

Partagés entre désillusion et colère, les auteurs ont décidé de se remobiliser et de profiter de la ré-

vélution du palmarès du FIBD 2021, prévue lors d'une cérémonie confinée à Angoulême vendredi 29 janvier, pour se faire à nouveau entendre. Dans une tribune publiée sur leur site Internet le 21 janvier, le collectif Autrices Auteurs en action (AAA), créé lors du FIBD 2020, appelle les professionnels de la bande dessinée à boycotter la prochaine édition publique du festival, reportée du 24 au 27 juin, si rien n'est fait d'ici là pour améliorer leur situation sociale.

« Double langage »

Dans cette tribune, signée par près de 700 scénaristes et dessinateurs, dont André Juillard et Bernard Cosey, deux anciens Grands Prix du FIBD, mais aussi des représentants de la nouvelle génération (Catherine Meurisse, Chloé Cruchaudet, Timothé Le Boucher, Lisa Mandel ou Marion Montaigne), les auteurs dénoncent le « double langage » qui leur serait tenu depuis un an par les pouvoirs publics. « Si l'année 2020 a été tragiquement pourrie par le Covid, ce dernier n'aura finalement fait qu'agir comme un révélateur social, une loupe grossissante de rapports de force et de maux qui lui préexistaient », dénoncent-ils.

A les entendre, « aucun acte réel et concret » n'a suivi les promesses présidentielles, que ce soit à propos de la reconnaissance de

leur statut professionnel, de la mise en œuvre de leur représentation ou encore d'une meilleure rémunération. « Pourquoi les auteurs restent-ils parmi les moins bien payés de la chaîne du livre ? », s'interroge Fabien Vehlmann, scénariste multiprimé (*Seuls*, édité chez Dupuis, *Le Marquis d'Anaon*, chez Dargaud) et membre d'AAA. Aujourd'hui, nous sommes comme les agriculteurs face à l'industrie agroalimentaire : c'est nous qui produisons la matière première, mais c'est nous qui sommes le moins bien traités. »

Les auteurs avaient placé de grands espoirs dans la remise d'un rapport sur « L'auteur et l'acte de création », rédigé par Bruno Racine, ancien président du Centre Pompidou et de la Bibliothèque nationale de France, publié lors du Festival d'Angoulême 2020. Celui-ci préconisait 23 mesures pour améliorer les conditions de vie des auteurs.

« Pourquoi les auteurs restent-ils parmi les moins bien payés de la chaîne du livre ? »

FABIEN VEHLMANN
scénariste

Certaines d'entre elles ont bien été mises en œuvre, comme le transfert de la protection sociale des auteurs de l'organisme Agessa à l'Urssaf du Limousin. « Nous sommes très loin du compte, estime cependant Samantha Bailly, présidente de la Ligue des auteurs. Nous ne sommes toujours pas reconnus dans nos droits et aucun problème structurel n'a été réglé. »

« Rien n'a bougé »

« Le rapport Racine préconisait un minimum de 10 % du prix du livre pour les auteurs [la moyenne est aujourd'hui de 8 %, mais cache de grandes disparités]. Les éditeurs ont fait un tel lobbying que rien n'a bougé. On est aujourd'hui dans un statu quo », assure Samantha Bailly. De même, le principe d'une rémunération des auteurs dans les festivals a été rejeté par les organisateurs. « Dans les salons et festivals, même les plantes sont louées. Il n'y a que les auteurs qui ne sont pas payés ! », s'énervait Fabien Vehlmann.

Face à l'appel au boycott, le FIBD exprime son incompréhension. « Cette manifestation n'est-elle pas, objectivement, un lieu d'expression démocratique ? Le fermer est-il la solution ? Le boycotter est-il vraiment la meilleure solution pour faire aboutir des revendications ? », interroge Franck Bondoux, délégué général, dans un communi-

qué du 22 janvier. Les pouvoirs publics s'en tiennent à un silence prudent. Sollicités par *Le Monde*, ni le ministère de la culture ni l'Elysée n'ont donné suite. Dans leur tribune, les auteurs d'AAA n'épargnent pas la ministre de la

culture, Roselyne Bachelot, et son « amour des artistes ». « L'amour et la sincérité, écrivent-ils, n'ont jamais payé aux autrices et aux auteurs aucun loyer ni mis de beurre dans aucun épinard. » ■

CÉDRIC PIETRALUNGA

CULTURES MONDE.



du lundi
au vendredi
11H - 11h50
**Florian
Delorme**

franceculture.fr / @Franceculture

En partenariat avec **Le Monde**

L'esprit d'ouverture.